Enfants français de Syrie : vingt-cinq personnalités se mobilisent

Avec cette initiative, organisée par l'avocate Marie Dosé, ils entendent pousser le gouvernement à accélérer les retours en France de ces enfants.

Par Nithya Paquiry

« *Je n'ai qu'une seule envie et qu'un seul intérêt, c'est que cet enfant rentre en France* », annonce **Sophia Aram**, l'une des vingt-cinq personnalités qui ont décidé de « *parrainer* » un des enfants français de djihadistes détenus dans les camps kurdes de Syrie, avant d'interpeller, par une lettre personnelle, le président de la République.

Mardi 19 octobre, la comédienne et chroniqueuse de France Inter était accompagnée du psychiatre **Serge Hefez** et de la productrice **Fabienne Servan-Schreiber** pour présenter, à Paris, cette nouvelle action destinée à attirer l'attention sur le sort de ces enfants, imaginée par l'avocate **Marie Dosé**. « *Une opération qui ne se veut pas humanitaire mais bien politique* », a précisé M^{me} Servan-Schreiber.

Selon Marie Dosé, 180 à 190 enfants dans les camps d'Al-Hol et Roj sont concernés, pour une centaine de mères. Des enfants qui, dans leur grande majorité, n'ont connu que la réalité des camps. « *Certains ont à peine cinq ans et sont arrivés en janvier 2017. Si rien n'est fait, ils passeraient leur quatrième hiver en Syrie* », alerte ainsi l'avocate.

Parmi les « *parrains et marraines* » impliqués figurent des personnalités du cinéma – **Jacques Doillon, Mia Hansen-Love, Audrey Fleurot, Carole Bouquet, Charles Berling, Philippe Torreton** –, ou encore les écrivains – **Rachid Benzine, Dan Franck** et **Marie Desplechin**.

L'attitude de la France, jugée moins humaine

Marie Dosé souhaite mettre le projecteur sur l'attitude de la France, jugée moins humaine que celle d'autres pays : « *La Belgique, l'Allemagne et le Danemark ont récemment rapatrié un nombre considérable de leurs ressortissants, et ont affirmé leur volonté de poursuivre ces opérations, rappelle l'avocate. La France, de plus en plus isolée, s'enferme dans sa politique du "cas par cas" pour sélectionner les enfants qu'elle consent à rapatrier.* »

Quant à savoir s'il faudrait faire rentrer ces enfants sans leur mère, c'est pour elle une fausse question, car le seul pays où ces femmes sont judiciairisées est la France. « *Les enfants pourraient ainsi rendre visite à leur mère placée en détention, ce qui est déjà*

difficile, alors imaginez dans les camps. Mais au moins là, on leur expliquerait leur histoire. »

Pour le psychiatre Serge Hefez, qui a suivi plusieurs jeunes rapatriés ces dernières années, le retard pris sur cette question est une absurdité : « *C'est d'autant plus absurde que plus ces enfants vont rester sur place, plus leur risque d'étrangeté par rapport au sol français, par rapport à la politique française, sera grand.* » Pour le psychiatre, le problème qui se pose est autant humanitaire que sécuritaire. « *Le risque de radicalité* » aussi irait en grandissant.

D'après Marie Dosé, la prise de conscience existe, seulement elle est limitée par « *un manque de courage politique* », dû à l'opinion publique, rétive aux retours de ces enfants. Selon Sophia Aram, « *l'idée, c'est de dire à ces enfants qu'il y a une autre France, et que Madame Michu, que l'on pense incarner aussi, s'inquiète du sort de ses enfants.* »

Cette action est menée parallèlement à la saisine de la Cour européenne des droits de l'homme, amenée à statuer « *dans quelques mois* », selon M^e Dosé. « *Nous espérons ainsi que la France sera condamnée et contrainte* », souligne-t-elle. Jusqu'à présent, trente-cinq enfants, majoritairement des orphelins, ont été rapatriés par la France. •